



Les tabous, les présupposés et les bizarreries des ONG du Nord dans leurs rapports avec les organisations du Sud

ORIGINE	COMMENTAIRE	MOTS CLÉS
Interview de Julien NYUIADZI par Bernard LECOMTE	L'interview de Monsieur Ndiogou FALL montre que même des agences d'aide qui optent pour le renforcement des organisations paysannes viennent avec des idées préconçues et des menus tout-préparés.	agriculture paysanne ; organisations paysannes ; bailleurs de fonds ; renforcement des institutions ; financements.

1. "Il arrive que les ONG du Nord pensent qu'elles mettent trop d'argent dans un même village et qu'il serait plus raisonnable d'aider d'autres villages. Cette idée de l'inégalité est une affaire un peu occidentale. Les vieux, au Togo, disent : "*Regardez, les doigts d'une même main ne sont pas égaux*". En société Ewé, on accepte que certains soient plus forts, plus riches que d'autres. Cela maintient l'équilibre de la famille, de la communauté et l'égalité ne leur semble pas une chose réalisable.
2. Les Organisations de base devraient avoir comme objectif de disposer de fonds propres mais l'aide étrangère n'aime pas beaucoup. Avoir des fonds propres est une forme d'autonomie qui fait peur car il pourrait y avoir scission entre l'ONG du Sud et celle du Nord. Au Togo, beaucoup d'ONG du Nord aimeraient tout contrôler, s'occuper de tout, sous prétexte qu'elles donnent de l'argent.
3. Les partenaires financiers n'acceptent pas de financer, à part et d'une façon continue les charges fixes existantes parce que "leurs donateurs à eux n'acceptent de payer que les malheurs du Sud". Ainsi, ils ne financent le renforcement institutionnel que s'il rentre dans la réalisation de projets, que si il y a des actions dans les villages.
4. Par moments, on a l'impression que les ONG du Nord ne voudraient pas notre autonomie ou celle des populations. Elles voudraient que, perpétuellement, les gens dépendent; elles demandent si les gens ont suffisamment produit, s'ils ont satisfait leurs besoins

d'alimentation. Bref, l'autonomie alimentaire leur paraît être un objectif suffisant. Les ONG me répètent : *"Es-tu vraiment sûr que tout le monde a à manger dans le village ? Y a-t-il vraiment un surplus ? Est-ce que ce n'est pas toi, seulement, qui veut commercialiser ?"* Les ONG pensent que c'est quelques individus, comme les promoteurs, qui veulent commercialiser. Elles considèrent qu'il vaut mieux "garder le maïs parce que la production est faible et fragile". La preuve c'est quand on leur a proposé de construire un magasin de commercialisation. Ils ont dit que cela ne les intéresse pas. Ils sont d'accord pour qu'il y ait une activité économique mais sous quelle forme ? Chacune est d'accord pour que vous ayez, dans chaque village, 20 m² pour stocker pour consommer maïs pas pour vendre. Au lieu de nous dire : *"Même s'il n'y a pas d'autosuffisance, on va vous aider pour que vous puissiez commercialiser"*.

5. La difficulté est de maîtriser à la fois l'émergence des leaders et le contrôle des organisations qui progressent. La fonction d'une ONG locale n'est pas de faire des projets. L'important est de favoriser la naissance des leaders et d'une association professionnelle qui soit capable de lutter, de prendre sa place dans la société civile face à l'Etat, aux administrations. Mais à notre rythme. Le Nord est pressé et croit que l'on peut faire cela en 2 ans et sans financer la formation.
6. Une autre difficulté est celle des activités nouvelles. On ne peut les prévoir avec un devis et si elles ne sont pas prévues, elles ne sont pas financées. On est obligé d'engager des fonds d'un autre projet pour commencer. Ou on fait des "réallocations" à l'intérieur des budgets. Mais cela ne plaît pas non plus. Parfois, l'ONG voit que l'on a commencé et que cela marche, alors elle est d'accord et dit qu'elle envoie l'argent. Mais si on n'avait pas pu se débrouiller avant cela, aucune des potentialités n'auraient pu être mise en valeur".